

Lycée Français de Bucarest « Anna de Noailles »

Version publique

Compte rendu de la réunion du Comité de Gestion du 3 février 2010

Le comité de gestion s'est réuni en séance plénière le **03/02/2010 à 19h30** dans les locaux du Lycée Français de Bucarest.

Parents d'élèves élus titulaires

SBA	M. Stéphane BATOUX	stephane.batoux@danone.com
BDS	Mme Béatrice DE SOETE	tom.desoete@free.fr
FDE	Mme Frédérique DECHERF	decherfred@hotmail.fr
AGR	M. Alexis GRESSIER	alexis.gressier@gmail.com
BLE	M. Bruno LEROY	bruno.leroy@gide.com
FMA	M. François MARCHAND	fmarchand@auchan.ro
DPA	Mme Denisa PARJOL	denisa.pariol@yahoo.fr
PHP	M. Philippe PLATON	philippeplaton@gmail.com
TSO	M. Thierry SOUCHE	thierry.souche@gmail.com

Parents d'élèves élus suppléants

VBR	M. Vincent BRIOT	vincent.briot@edipress.ro
RJA	M. Roland JABER	roland_jaber@hotmail.com

Administration:

DSO	M. Denis SORIOT	denis.soriot@diplomatie.gouv.fr
LBE	Mme Lucile BRUAND-EXNER	Lucile.bruand-exner@diplomatie.gouv.fr
VCA	M. Vincent CAUMONTAT	vincent.caumontat@diplomatie.gouv.fr
MLO	M. Michel LOSTANLEN	lfbadn.proviseur@lyfrabuc.ro
ACH	M. Adel CHEKIR	lfbadn.directeur@lyfrabuc.ro
PHU	Mlle Patricia HUBERT	patricia_hubert@lyfrabuc.ro

Secrétaire du Comité de gestion

LLR	Mme Lenka LE ROY	lenka_leroy@lyfrabuc.ro	+40 756 078 856
-----	------------------	--	-----------------

Représentants du personnel

NDU	Mme Nathalie DUFAUX	nathalie_dufaux@lyfrabuc.ro
ASR	Mme Anne Sylvie REY GORREZ	as_rey@lyfrabuc.ro

Invités

CRM	Mme Cristina MAIER	maierall@yahoo.com
-----	--------------------	--

[Absents excusés et Procurations dans la liste ci joint](#)

Ordre du jour :

Thèmes	Resp. et délai
<p>1. Approbation du CR du CG du 12 janvier 2010 Le CR du CG du 12 janvier 2010 a été approuvé à l'unanimité La version publique de ce CR sera diffusée sur le site</p>	
<p>2. Rapport des commissions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Commission Salaires La Commission Salaire confirme la mise en œuvre de l'augmentation de 6.2% pour tout le personnel à partir de septembre 2009. Les augmentations individuelles se feront fin février, rétroactivement depuis septembre 2009. TSO soumet à l'attention de la Commission trois courriers reçus au nom du CG : deux des instituteurs de CM2 et un de la part d' Adrian Iosif, et confirme son intention de rencontrer les recrutés locaux. Une Assemblée Générale du personnel sera fixée de commun accord avec le proviseur. La commission Salaire se réunira prochainement pour débattre des sujets restants : grille d'évaluation du personnel ; prime présence réunion ; indemnités évaluation pour les recrutés locaux. • Commission Budget La Commission Budget a passé en revue les différents chapitres du budget. Tout en tenant compte des estimations nombre élèves, inflation, taux de change, politique de valorisations salariales, on arrive cette année à une augmentation de la masse salariale de 10% par rapport à 5% l'an dernier. Un certain nombre d'hypothèses reste à valider en fonction de la décision concernant le nouveau lycée : loyer, frais des projets à faire. Actuellement le lycée fonctionne sur 1/12 du budget de l'année dernière. Afin d'éviter l'impact de certains coûts, la commission recommande la mise en œuvre de budgets multi annuels, même si pour le moment nous n'avons pas tous les éléments. • -Commission Juridique La recommandation de créer une association de droit roumain demeure valable. <p>Concernant la fiscalité et cotisations sociales des expatriés et résidents:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'association de droit roumain devra prouver qu'elle n'a pas une activité commerciale mais un but non lucratif. Pour cela, l'accréditation auprès du Ministère de l'enseignement Roumain sera utile. • Les écolages continueront à être payés sous forme de cotisations à l'association dans le cas des familles, ou de mécénat dans le cas des entreprises. <p>Concernant la TVA :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour l'Association, continuer à ne pas collecter la TVA. Pour la Fondation payer la TVA, la récupérer et ensuite la facturer au lycée. Pas de solution miracle d'optimisation fiscale sur la TVA <p>Taxe de 1% sur la valeur de la construction, qui devra être ré évaluée</p>	<p>FDE convoque la commission salaire le 16 février 2010</p> <p>A suivre - PPL</p>

<p>comptablement tous les 3 ans. Concernant les transferts entre AEFE et Lycée devront être étudiées les modalités de facturation de la taxe de 6% de l'AEFE</p> <p>DSO demande quels sont les délais pour la création de cette entité. PPL rappelle qu'elle est nécessaire pour septembre 2010. Il faudrait la mettre en place après la dissolution de l'APEG par une AG (juin 2010). Les statuts peuvent être préparés des maintenant.</p>	
<p>3. Remboursement navette</p> <p>BDS réitère la demande de remboursement faite par plusieurs parents ayant souscrit au service Navette, afférente à la période de la fermeture de l'école due à la grippe A H1N1 en décembre 2009 AGR rappelle que le prix de la navette représente un forfait trimestriel et que le service était déjà déficitaire. PHU informe que les heures de surveillance (50 heures/semaine) n'était pas intégrées dans le calcul du prix au 1^{er} trim.) Un remboursement impliquerait une plus forte augmentation du prix pour le II et III trimestres 2010</p> <p>Après débats le CG propose un NON remboursement des frais navette sur la période mentionnée. Voté avec 11 votes POUR et 2 votes CONTRE</p>	<p>Communication aux parents : AGR, BDS, LLR</p>
<p>4. Projets Nouveau Lycée</p> <p>Résumé de la rencontre entre l'ambassadeur BLE et SBA Présentation faite par BLE - A l'occasion de la présentation du projet Primavera, l'Ambassadeur a rappelé sa position ferme et très claire sur le nouveau lycée : le terrain de l'Académie de Police avec un projet en dur. En revanche si apparaissent des problèmes de durée dans le temps et fermeture de classes, alors il faut trouver une solution intermédiaire, à condition qu'elle n'obère pas la capacité de faire le projet en dur. Il a aussi exprimé son accord concernant la participation d'un tiers investisseur qui vient avec des solutions de construction et financement. La société Primavera a été présente aussi lors de la présentation faite à l'ambassadeur.</p> <p>DSO confirme la position de l'ambassadeur, favorable pour le projet en dur sur le terrain de l'Académie de Police. La question des maternelles doit être résolue avec une solution intermédiaire et si les accès sont compliqués, on cherchera une autre solution.</p> <p>Questions PPL rappelle que cette position est en décalage avec celle de l'AEFE qui avait exprimé sa non opposition au principe de bâtiments modulaires qui</p>	

existent dans de nombreux établissements français.
FMA demande si ce point de vue est partagé par le Ministère des affaires étrangères et marque par écrit.

I. Projet en dur – Présentation Primavera- SBA

Primavera propose un projet leasing clef en main sur le terrain de l'Académie de Police et gracieusement des locaux pour les 5 classes de PS et MS à condition que le projet en dur se fasse avec eux.

Conception plus autorisations 6 - 12 mois, date butoir pour tout le projet, la rentrée septembre 2012.

Primavera assurera les démarches pour les autorisations de construction et accès directs ainsi que le coût de ces derniers.

La société ne demande pas une garantie d'état pour le montage financier. Il reste des optimisations à faire sur cette présentation.

Débats/Questions

TSO – rappelle que la question des accès n'est pas si facile qu'elle paraît. Si Primavera a eu des réponses positives concernant les accès directs, c'est plutôt les autorités roumaines qui ont changé de position. C'est dans le domaine municipale et on doit avoir l'aval de la commission de circulation et transport pour un flux si important.

BDS rappelle que d'après la législation française, et conformément au programme de Yan Cheron l'accès doit être fait avec une voie d'accélération. Néanmoins il semblerait que cette position fait référence à une voie rapide à 110 Km/h, ce qui n'est pas le cas de la DN 1.

Plusieurs membres du CG ont demandé une estimation du montant pour une option d'achat. Est-ce que le coût annoncé reste le même si on va vers l'option achat.

AGR attire l'attention sur la continuité du bail avec l'état roumain si après les 20 ans de leasing on n'est pas propriétaire des lieux. Ce contrat risque de devenir caduc.

FMA estime que pour un projet aussi important on devrait avoir une estimation du coût total pour la version achat et pourquoi pas ouvrir le projet, avec le soutien de l'AEFE, à un appel d'offre.

MLO et BDS souhaitent savoir si Primavera garde l'offre des locaux pour les PS et MS si problèmes de parcours : accès difficile à résoudre, durée de construction plus longue que prévue, 4 ans ou lieux de 2 ans?

SBA assure que la société Primavera s'occupera en totalité de la question des accès directs sur la DN1 (qui pour eux est un faux problème depuis le

début). Les références pour le coût total d'une option d'achat peuvent être trouvées facilement auprès des entreprises du CAC 40.

La société Primavera ne travaillera plus sur ce projet si le CG ne valide pas le choix du projet en dur et le démarrage des négociations avec eux.

BLE rappelle que si on lance un appel d'offres on risque de retarder beaucoup le projet et qu'il devrait en tout état de cause intégrer une proposition intermédiaire comparable à celle proposée par Primavera.

ACH et MLO rappellent qu'une position très claire doit être rapidement présentée aux parents concernant la rentrée de septembre 2010, pour pouvoir donc lancer la campagne de recrutement pour les maternelles. Si on a la possibilité d'ouvrir les PS et MS on dégage le site d'ADN de 3 classes - les CM1 iront à Herastrau.

AGR rappelle que, dans tous les cas, il faut prendre en compte, outre le coût de construction, le coût représenté par l'aménagement et l'équipement des salles.

Résumé de la rencontre entre l'AEFE et le bureau du CG : TSO, FMA, PPL

Présentation faite par TSO –

Le bureau du CG a eu plusieurs RDV avec

- Sénateur Ferrand
- Monsieur Elbisser – chef du secteur Europe de l'AEFE et des membres de l'équipe immobilière AEFE de monsieur Favret
- Mme Descôtes –directrice de l'AEFE
- Monsieur François Denis – président de la FAPEE.

Le bureau du CG et l'AEFE ont fait le point et sont tombés d'accord sur :

- la constitution de la nouvelle structure juridique,
- le transfert de la convention AEFE vers la nouvelle entité avec mise à plats des contrats et grille de salaires

Concernant le nouveau lycée, l'AEFE confirme son accord pour une solution temporaire en modulaires, à condition que ça soit de très bonne qualité et que la dotation de l'AEFE ne soit pas engagée dans ce projet.

Par ailleurs ils ne cachent pas leur préférence pour le projet d'un bâtiment en dur.

Ils demandent de leur coté des informations plus précises sur :

- la valeur des réserves de la Fondation
- les taux de changes
- le risque des fermetures de classes

Le RDV avec la directrice de l'AEFE Mme Descôtes a été très constructif.

Elle a pris le temps de comprendre les enjeux du Lycée Français à Bucarest et les différentes options possibles.

Elle donnera une réponse assez rapidement sur les questions des : modulaires, statut juridique et accès, après consultation avec l'ambassadeur.

DSO confirme que l'ambassadeur et l'AEFE ont la même vision sur le projet

et rappelle l'engagement de l'AEFE pour le terrain de l'Académie de Police et la solution d'une construction en dur ; si accès difficiles, alors une solution temporaire.

PPL rappelle que suite aux entretiens avec l'AEFE la question des modulaires ne semble pas rédhibitoire.

Le RDV avec le sénateur Ferrand - sénateur des français à l'étranger.

Le sénateur est au courant de la problématique de l'enseignement et connaît bien les difficultés rencontrées par notre lycée.

Il est très sensible à la fermeture des classes, parce que Bucarest reste un établissement de référence dans l'Europe de l'est.

Même s'il n'est pas tout à fait favorable à la solution des modulaire il l'accepte si elle empêche la fermeture des classes.

Il est favorable à une approche par étapes et si la question des accès est résolue entamer le projet en dur.

Il confirme son soutien pour le montage financier et pour tout ce qui est des garanties de l'ANEF pour la construction.

Par ailleurs, il nous a fait part d'un projet très ambitieux concernant la Roumanie, pays cible pour les classes préparatoires scientifiques après le baccalauréat : dans un cadre financier à définir, mettre en place un partenariat, avec des bourses d'excellence pour déporter en Roumanie une partie de l'enseignement préparatoire à la française

Faire des filières équivalentes aux classes préparatoires.

En conclusion le sénateur est prêt à venir nous voir de nouveau en Roumanie et nous soutenir dans tous ces projets.

II Projet en modulaire – présentation FMA

La solution des modulaires est envisagée comme un compromis pour la non fermeture des classes et une approche par étapes au projet final.

La solution proposée est de déménager tout le primaire en modulaires de très bonne qualité sur le terrain de l'académie de police (si accès).

Elle tient compte de la vision de l'AEFE et l'ambassadeur - pas d'autres terrains et pas tout le lycée en modulaire.

Une fois que la question des accès sera résolue, on peut commencer la construction en dur du collège et lycée.

Cette solution est encore plus à envisager que le bail d'Herastrau est un bail précaire.

Débats/ Questions

Pour avoir une idée plus précise sur la question des accès, BDS propose de faire faire une étude de faisabilité qui donnera deux solutions pour les demandes d'accès. L'étude est évaluée à 1000 euros et le mémoire d'architecte pour la demande de CU (certificat d'urbanisme) est de 300 euros. La réponse définitive de l'accord sur l'accès n'est obtenue qu'après

avoir déposé un CU (entre 30 et 45 jours).

BLE – trouve qu'installer le primaire sur le terrain de l'Académie de police et commencer ensuite une construction en dur est inacceptable. Difficultés de gestion des accès : d'un côté accès chantier, de l'autre accès école.
De plus, beaucoup de nuisances pour les élèves.

AGR – rappelle que nous ne pouvons pas voter pour une solution en dur sans avoir un coût estimatif à l'achat, puisque notre école fonctionne sur un effectif de 800 élèves et le projet Primavera a été conçu sur une base de 1200 élèves. L'impact de l'augmentation sur les écolages ne sera pas le même hors option d'achat, le surcoût serait entre 17% (1200 élèves) et 25% (800 élèves).

BLE – demande si pour la solution des modulaires on connaît l'impact sur les écolages.

FMA n'a pas de chiffres à ce stade.

TSO rappelle que la seule vraie question est l'accès au terrain, non garanti à ce jour.

La meilleure solution serait de louer un autre terrain et d'installer les modulaires en attendant les accords administratifs sur le terrain de l'Académie.

BDS – soulève la question des locaux d'Herastrau et se demande si le contrat est sécurisé dans le temps et à quel prix.

TSO synthétise les remarques sur les deux projets :

Primavera - coût du leasing connu, mais inconnu le coût global de sortie et les taux d'intérêts. Elle apporte une solution temporaire pour les PS et MS et ce jusqu'à la livraison du projet.

Modulaire Algeco : une bonne solution temporaire pour tout le primaire mais une contrainte forte, le terrain.

SBA déclare que Primavera ne peut remettre le prix demandé avant un délai de 2 mois. Afin que Primavera puisse continuer à travailler sur le dossier financier, il demande au CG de voter ce soir sur l'une des deux solutions. TSO fait remarquer que fondamentalement si le prix global est remis à deux mois la solution des Algeco ne pourra plus être réalisée pour la rentrée de septembre 2010.

Plusieurs membres du CG estiment qu'avant de voter, Primavera peut transmettre rapidement (sous une semaine voir 15 jours) une fourchette haute du prix global.

BLE – redit que Primavera ne peut donner ce prix avant 2 mois Par conséquent, BLE considère qu'il est évident de passer rapidement au vote.

Suite à un désaccord sur le fond, BLE et SBA quittent la salle de réunion

Après le départ des deux membres, TSO demande à chacun son avis sur les deux projets proposés.

TSO rappelle les points de cohésion à suivre :

- l'équipe doit faire un pas vers SBA. Comment sécuriser avec Primavera, c'est SBA qui a les éléments.
- indépendamment de la solution modulaire, le problème de l'accès n'est pas résolu à ce jour. Cet accès se fera, mais quand ?
- bail précaire de Herastrau.
- demande un délai supplémentaire avec Algeco afin de pouvoir récupérer le prix demandé à Primavera.
- lancement de l'étude de faisabilité (2 solutions) d'accès par CMA et BDS, validé par les membres présents.
- demande à FMA de se rapprocher de SBA pour avoir les réponses sur les coûts et l'accès par Primavera.

DSO : rappelle qu'il ne faut lancer aucune démarche sur le terrain de Poligrafei puisque l'ambassadeur ne validera pas ce projet.

L'ensemble du CG est d'accord pour ne pas procéder à un vote entre les deux projets du fait de l'absence des deux membres.

Une nouvelle réunion a été proposée le 18 février 2010 à 19h30 et chaque membre apportera les réponses aux questions.

Fin de la séance à 23h50 **Prochain CG le jeudi 18 février 2010 à 19h30**